

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(HAUTES-ALPES)**

ACCORD DU 19 JUIN 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS0997158M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Hautes-Alpes ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole des Hautes-Alpes,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FGA CFDT des Hautes-Alpes ;

L'union départementale des syndicats FGTA CGT-FO des Hautes-Alpes ;

L'union départementale des syndicats FNAF CGT des Hautes-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champs d'application

Professionnel

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles travaillant :

- dans les exploitations agricoles de culture et d'élevage, quelles que soient les productions et les formes juridiques adoptées ;
- les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) du département des Hautes-Alpes ;
- les structures agrotouristiques et activités qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.

Territorial

Le présent accord régit tous les travaux salariés visés ci-dessus, effectués dans des entreprises dont le siège social est situé sur le département des Hautes-Alpes.

Article 2

Objet

Le présent accord a pour objet de mettre en œuvre un régime de prévoyance assurant une garantie décès et le versement du complément de rémunération aux indemnités journalières, ce dernier correspondant à l'obligation légale issue de l'article 49 de la loi du 30 décembre 1988 instituant la mensualisation pour les salariés agricoles.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2009. Le régime établi par cet accord ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

Les dispositions instituées par :

- l'article 52 *bis* de la convention collective du 4 mars 1975 concernant les exploitations agricoles et les CUMA des Hautes-Alpes, instituant la garantie de salaire en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident ;
- le dernier alinéa de l'article 5 de la convention collective de retraite et de prévoyance des exploitations agricoles des Hautes-Alpes du 13 novembre 1969, créant une cotisation décès,

sont abrogées avec effet au 1^{er} juillet 2009.

Article 4

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié relevant du champ d'application du présent accord et, avec des conditions d'ancienneté différentes selon les garanties :

- sans condition d'ancienneté pour la garantie décès présentée à l'article 6 ;
- après 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise, pour la garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou un accident, détaillées à l'article 5. La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 1 an d'ancienneté.

A l'exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles.

Article 5

Rémunération en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'accident, et à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité, auprès de l'employeur ;

- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole, au titre des indemnités journalières ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Le salarié bénéficiera :

- à compter du 7^e jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'accident du travail, du trajet ou de maladie professionnelle d'un complément de rémunération aux indemnités journalières versées par la MSA de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 90 % du salaire de la période retenue pour le calcul des indemnités journalières légales pendant une durée de :
 - 45 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 1 et 6 ans ;
 - 60 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 6 et 11 ans ;
 - 75 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 11 et 16 ans ;
 - 90 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 16 et 21 ans ;
 - 105 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 21 et 26 ans ;
 - 120 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 26 et 31 ans ;
 - 135 jours pour les salariés ayant plus de 31 ans d'ancienneté.

Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 8^e jour d'absence dans tous les autres cas.

Pour le calcul des indemnités dues au titre d'une période de paie, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle applicable, en vertu des alinéas précédents.

Dans tous les cas, l'indemnisation globale nette du salarié (indemnités légales + complément de rémunération) ne pourra excéder le salaire net que le salarié aurait perçu s'il avait travaillé.

Ce complément de rémunération est versé pour le compte de l'organisme gestionnaire, par la caisse de mutualité sociale agricole, soit aux salariés bénéficiaires de la garantie, conjointement aux indemnités journalières légales et selon la même périodicité, soit à l'employeur dans le cas d'une demande de subrogation signée du salarié.

Charges sociales

Les charges sociales (patronales et ouvrières) dues sur le complément de rémunération sont payées à la caisse de mutualité sociale agricole par l'organisme gestionnaire. Pour ce faire, la part ouvrière des cotisations sociales dues sur le complément de rémunération est prélevée sur le montant de ces indemnités journalières, qui sont versées aux salariés bénéficiaires, ou à

l'employeur en cas de subrogation, nettes de cotisations, de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au redressement de la dette sociale (CRDS).

Suspension ou rupture du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail supérieur à 1 mois civil pour arrêt de travail consécutif à maladie ou accident, le versement des cotisations est suspendu, tout en permettant le maintien de la garantie.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation prévue, les indemnités journalières continuent à être versées jusqu'à la date limite d'indemnisation.

Article 6

Garantie décès

Les salariés non cadres bénéficient, sans condition d'ancienneté, d'une garantie décès selon les modalités définies ci-après.

En cas de décès du salarié quelle qu'en soit l'origine (à l'exception des exclusions inhérentes à l'organisme gestionnaire), un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé aux ayants droit du salarié, selon la définition en vigueur à la date du décès ou au (aux) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s).

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire du capital décès.

Le suicide du salarié est un risque couvert par la garantie

Les prestations en cours attribuées en application des dispositions conventionnelles antérieures à l'entrée en vigueur du présent régime sont maintenues par l'organisme gestionnaire à leurs bénéficiaires.

Invalidité permanente et absolue

En cas d'invalidité permanente et absolue du salarié, l'organisme gestionnaire verse par anticipation 100 % du capital décès défini ci-dessus. Ce versement est effectué à condition que le salarié en fasse la demande. Le décès postérieur du salarié n'ouvre plus droit au capital décès.

Un salarié est considéré en état d'invalidité absolue et définitive s'il est classé :

- soit invalide de 3^e catégorie au titre de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale avec l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie ;
- soit en situation d'incapacité permanente au titre d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle reconnue par la mutualité sociale agricole au taux de 100 % et avec l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie.

Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois, de date à date, donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le

bénéfice des garanties décès est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

Ces garanties décès, et la cotisation afférente, seront abrogées lors de l'entrée en vigueur de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, avec effet au 1^{er} janvier 2010.

Article 7

Cotisations

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés concernés par le présent accord sur la base des rémunérations brutes limitées à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

La garantie décès est financée par une cotisation égale à 0,20 % des rémunérations brutes versées aux salariés non cadres.

La garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident est financée par une cotisation globale égale à 0,66 % des rémunérations brutes versées aux salariés non cadres. Elle est composée d'une cotisation de 0,48 % finançant la garantie de rémunération et d'une cotisation de 0,18 % assurant la couverture des charges sociales patronales.

Ces deux garanties sont financées par des cotisations à charge exclusive de l'employeur, excepté dans le cas prévu à l'article 6, dans le deuxième alinéa de la disposition relative à la suspension du contrat de travail. Elles sont appelées par la caisse de mutualité sociale agricole conjointement aux autres cotisations sur salaires.

Article 8

Gestion et suivi du régime

Organisme gestionnaire

Pour assurer la gestion du régime de prévoyance défini dans le présent accord et la mutualisation entre les salariés, les organisations signataires conviennent de désigner, pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, Agri-Prévoyance, du groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Les modalités et conditions de gestion s'effectuent selon les dispositions fixées dans la convention conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires.

Suivi du régime

Les résultats du régime défini par le présent accord seront présentés aux partenaires sociaux signataires. Les documents ci-dessous seront donc réalisés, analysés et adressés pour chaque exercice, avant le 31 août de l'exercice suivant :

- bilan annuel des cotisations perçues, frais de gestion, prestations versées détaillées, revalorisations instituées et provisions constituées détaillées ;
- transmission des données statistiques sur les entreprises et les salariés couverts (avec consolidation des données).

Article 9

Clause de réexamen. – Dénonciation

Réexamen

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

Cependant, les partenaires sociaux s'engagent à revoir cet accord avant la fin de l'année 2009 dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord national du 10 juin 2008 instituant un régime de prévoyance et d'assurance complémentaire frais de santé.

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties. Les modalités de dénonciation sont celles définies à l'article L. 2261-9 du code du travail.

En cas de fin d'application d'une garantie suite à la révision du présent accord ou de dénonciation de cet accord, l'organisme assureur maintiendra les prestations en cours de service à leur niveau atteint à la date d'effet de la dénonciation, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de changement d'organisme assureur, l'organisme gestionnaire transférera au nouvel assureur les provisions mathématiques correspondant aux prestations en cours de service à la date de résiliation. Ainsi le nouvel assureur procédera au versement desdites prestations jusqu'à leur terme. Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront les modalités de la poursuite des revalorisations, avec le nouvel organisme assureur et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

En cas de mise en œuvre d'un nouvel accord, générant une nouvelle convention de gestion, les soldes excédentaires du présent régime pourront être transférés vers ce nouveau régime.

Article 10

Formalités de dépôt et d'extension

Le présent accord sera établi en nombre d'exemplaires suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander l'extension du présent accord.

Fait à Gap, le 19 juin 2009.

(Suivent les signatures.)